

Biblioteka
UMK
Tomáň

410725 digit

88 45

BIBLIOTHÈQUE DE GUERRE

1868

GABRIEL SÉAILLES

77

Professeur à la Sorbonne

LA POLOGNE

Prix : 0 fr. 40

PARIS

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME & DU CITOYEN

1, Rue Jacob, 1

1916

LA POLOGNE

LA POLOGNE ⁽¹⁾

La grande guerre, qui met aux prises des millions d'hommes, en opposant la force et le droit, rouvre les vieilles questions, que l'histoire semblait avoir résolues ou que la prudence des diplomates tenait en suspens. Elle était à peine déclarée que l'appel du grand-duc Nicolas dénonçait le partage de la Pologne. D'un bout à l'autre du monde civilisé, les âmes généreuses s'émurent et la cause des alliés se trouva grandie. Quel réconfort, si l'injustice commise envers la Pologne, il y a plus d'un siècle, était réparée spontanément par ceux mêmes qui semblaient en avoir tiré le plus grand profit ! Rien ne serait plus propre que cet acte de réparation à rendre à l'humanité, après un tel désastre, sa confiance en elle-même et dans les hautes idées qui, seules, peuvent lui permettre un jour la paix dans le respect du droit. Le pire châtimement de l'injustice est qu'elle contraint ceux qui l'ont commise à s'en faire un principe d'action et qu'elle donne à ceux qui la voient triomphante la tentation de désespérer du bien.

Mais je ne veux pas, comme l'ont fait nos pères, comme l'a fait Michelet avec une si haute éloquence, flétrir le crime, pleurer sur la victime, vous émouvoir de son martyr. Je détourne nos yeux et nos esprits des images de désolation qui en ce moment même les obsèdent : campagnes dévastées, villages

(1) Les points qui se trouvent dans le texte indiquent des passages censurés.



410725

incendiés, milliers et milliers de tombes qui jalonnent les routes où s'enfonça, chassé vers la misère et la faim, l'immense et lamentable troupeau des vieillards, des enfants et des femmes. La question polonaise est de nouveau posée dans les faits : je voudrais l'examiner de sang-froid ; je voudrais apporter moins les sentiments que les raisons que nous avons de la résoudre par l'équité ; je voudrais montrer que la restauration de la Pologne n'est ni un rêve, ni une chimère ; qu'elle a des antécédents et des analogies dans l'histoire ; qu'elle n'est pas seulement possible, désirable, légitime, mais qu'elle est avantageuse : qu'elle assure aux puissances alliées les garanties qu'elles entendent prendre contre l'hégémonie de l'Allemagne, qu'elle est conforme à l'intérêt de l'Europe et, ce qui plus encore peut-être importe, conforme aux vrais intérêts de la Russie, dont il dépend qu'elle se réalise.

La nation polonaise : une nation suppose d'abord une histoire. — La Pologne a l'histoire la plus émouvante, la plus propre à maintenir le culte des ancêtres et le souvenir du passé.

La renaissance de la Pologne n'est pas un fait extraordinaire, anormal ; elle est dans la logique des choses, dans le sens de l'évolution qui s'est poursuivie au cours du dix-neuvième siècle et qui se continue sous nos yeux. La Grèce et l'Italie nous ont appris qu'une nation, qui a vécu dans le passé, qui a donné de beaux exemples, rendu au monde d'inoubliables services, ne meurt que quand elle consent à mourir. Si la Pologne peut et doit renaître, ce n'est point par je ne sais quel miracle, c'est qu'à dire vrai elle n'a pas cessé d'exister : le tronc est meurtri de

110725

D 1100/63

coups de hache, mais les racines sont profondes et vivaces, la terre féconde et les fleurs prêtes à s'épanouir. Nous avons vu rentrer dans l'histoire des peuples qui n'avaient pas ses titres.

Une nation, disait Ernest Renan, c'est d'abord une histoire : « la possession d'un riche legs de souvenirs, un passé héroïque, de la gloire et plus encore des sacrifices, des épreuves » ; la souffrance unit plus que la joie. « En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun. » Pour maintenir l'unité de la conscience nationale chez ses enfants dispersés, ce n'est pas la gloire qui manque à la Pologne, et, si terrible fut sa Passion, depuis le jour où elle fut clouée sur la croix, que ses poètes, relevant la patrie par son supplice même, ont imaginé qu'elle souffrait cette souffrance infinie par une élection divine pour la rédemption de l'humanité.

Je ne sais pas d'histoire plus émouvante, plus propre à nourrir dans l'âme d'un peuple l'enthousiasme, la fidélité, le culte des ancêtres, que l'histoire de la Pologne, commençant comme une épopée, se déroulant en une suite d'épisodes héroïques, finissant dans le sang et les larmes, comme une tragédie antique, où les fautes des hommes s'achèvent par les cruautés du destin.

La Pologne entre dans l'histoire au dixième siècle, premier éveil de la conscience slave qui, sous la menace étrangère, se recueille, se reconnaît dans ses instincts profonds, s'affirme dans sa volonté d'indépendance. Pendant cinq siècles, avec des fortunes diverses, sous les Piass et sous les Jagellon, elle arrête et contient l'invasion du germanisme. Installés sur les rives de la Vistule, les Chevaliers de l'ordre Teutonique exterminaient méthodiquement les Slaves,

sous le prétexte de les convertir. Cet ordre de moines guerriers était à cette date la plus puissante organisation de ruse, d'intrigue, d'espionnage, de violence et de cruauté. Couvrant ses crimes du masque de la religion, appuyé de l'autorité du pape et de l'empereur, il poussait ses conquêtes par le massacre et l'incendie et portait devant lui la terreur par la dévastation. Dévouée au salut de monde slave, devant lequel elle dresse la vivante muraille de ses poitrines, la chevalerie polonaise poursuit contre l'ordre une lutte héroïque et sanglante, jusqu'au jour où, après avoir brisé sa puissance à la bataille de Grünwald (1410), elle contraint le grand-maître à se reconnaître vassal du royaume (1466).

Au seizième siècle, la Pologne est un des pays les plus civilisés et les plus prospères de l'Europe. Elle a traversé déjà plus d'une crise intérieure, mais elle a une constitution, un régime représentatif, une vie politique locale, des libertés partout ailleurs inconnues. Catéchisée par la Bohême et non par Byzance, elle reste unie à Rome, entretient d'étroites relations avec l'Italie, se passionne pour l'étude de l'antiquité, s'associe au mouvement de la Renaissance. Son université de Cracovie est un ardent foyer de culture occidentale et latine. Elle a ses érudits, ses poètes, ses humanistes, ses savants, dont le plus illustre, Copernic, lance la terre autour du soleil, ouvre l'espace à l'infini et renouvelle la conception, que l'homme se fait de l'univers. Guerrière, elle n'est pas conquérante, elle s'agrandit par la libre adhésion des peuples, qui se donnent à elle pour trouver dans sa force et dans son courage, une protection contre leurs ennemis. L'empire des Jagellons s'étend sur un territoire de 8 à 900.000 kilomètres carrés, ils ont droit de suzeraineté sur la Prusse et les états moldo-valaques

(Roumanie) ; un instant, par leurs fils, ils occupent les trônes de Bohême et de Hongrie.

Au moment où la Réforme bouleverse l'Allemagne, où les guerres religieuses ruinent et ensanglantent l'Europe, la Pologne pratique la plus large tolérance. Au concile de Constance, ses évêques et ses légistes dénoncent et flétrissent les méthodes d'extermination, qu'emploient les Teutoniques contre les païens. Elle laisse aux nations qu'elle annexe la liberté religieuse, elle donne asile aux Hussites de la Bohême, elle accueille les Juifs, elle fait vivre en paix les catholiques et les orthodoxes, elle admet toutes les croyances, toutes les sectes, les Calvinistes, les Luthériens, les Mahométans même. « Je donnerais la moitié de ma vie, disait le grand chancelier Jean Zamoyski, pour voir revenir au catholicisme ceux qui l'ont abandonné, mais je la donnerais tout entière plutôt que de les y voir contraints par la violence ! » Pour son malheur la Pologne a renié cette tradition de ses pères, et elle s'est fait intolérante au moment où les principes généreux qu'elle avait la première appliqués étaient adoptés par les peuples civilisés. Cette erreur lui a coûté assez cher pour qu'elle ne doive pas oublier de quel prix elle l'a payée.

Au dix-septième siècle, la décadence commence. La royauté est élective : à chaque vacance du trône, des princes étrangers se disputent les voix de la diète ; chaque parti a son candidat, le soutient les armes à la main, et la guerre civile sort des institutions destinées à la prévenir. Jalouse de ses privilèges, préoccupée de prévenir les empiètements du pouvoir royal, la noblesse s'acharne à restreindre de plus en plus l'autorité du roi et l'action du gouvernement. De son côté, le roi, saxon, suédois, étranger à l'âme polonaise, sans tradition, sans cette perpé-

tuité qui tend à identifier les intérêts de la nation et de la dynastie, sacrifie la politique nationale et ne songe qu'à mettre les forces du pays au service de ses ambitions personnelles. L'histoire s'affolle, se perd dans la confusion de luttes intérieures, toujours renaissantes, que compliquent les intrigues ou les attaques des puissances rivales. Isolée, sans politique suivie, sans alliance, parce que sans stabilité, la Pologne se soutient par de magnifiques sursauts d'héroïsme aux heures désespérées, mais ses exploits ne peuvent changer son destin. Sous l'action des Jésuites, sa culture s'abaisse; elle devient intolérante, fait le jeu de ses ennemis, en s'aliénant l'esprit du siècle. Les grandes familles ont leur clientèle, leur armée, leur diplomatie; le pays se décompose en clans qui s'affrontent. Dans cette anarchie, la conscience nationale se dissout, il n'y a plus une Pologne, il y a autant de Polognes que de factions hostiles, dont chacune offre à l'étranger sa complicité.

Tandis que par défiance du pouvoir royal, par crainte de la tyrannie, la noblesse polonaise se refuse à toute unité, à toute autorité, désorganise à plaisir le Royaume, déjà le partage et paralyse ses forces de résistance, trois grandes puissances, qu'elle a toujours trouvées devant elle, la Prusse, l'Autriche, la Russie, trois états autocratiques, centralisés, militaires, se sont constitués sur ses frontières. Quand la Pologne voit le danger et tente de le conjurer, quand elle veut réformer les institutions qui l'ont perdue, rentrer dans les conditions d'existence d'un grand Etat moderne, il est trop tard. Les trois complices, d'accord pour son partage, sous le prétexte de maintenir les vieilles libertés de la République, de défendre la cause des dissidents, la renversent, la découpent et s'en attribuent les lambeaux sanglants.

Le crime est accompli. Vaincue, meurtrie, elle est entrée dans la voie de la douleur; parfois elle se retourne, fait face, l'arrose de son sang; elle tombe, elle se relève et reprend sa marche, emportant sous ses longs voiles de deuil l'étincelle sacrée, qu'aucune tyrannie ne peut éteindre et qui peut tout rallumer, la sainte espérance.

Si un grand passé est d'abord ce qui fait une nation, quel principe de vie pour la nation polonaise que cette histoire passionnante, où les exploits ne se comptent pas, où les grandes fautes appellent les grandes expiations; et, si vraiment la douleur est un lien plus fort que la joie, quel principe d'union, après de si funestes discordes, que ces défaites glorieuses, ces massacres consentis, cette suite d'épreuves, dont la dernière et non la moins douloureuse, à cette heure même, soulève la sympathie et la pitié du monde.

*
* *

Une nation reste vivante par ce qu'elle a fait pour l'humanité : titres de la Pologne à la reconnaissance de l'Europe, de la Russie, de la France.

Plus encore que par ce qu'il a fait pour lui-même, un peuple vit par ce qu'il a fait pour les autres. Il est bon pour un peuple d'avoir bien mérité de l'humanité. Même quand les événements contraires, quand ses erreurs et ses fautes brisent son unité, il n'est pas mort tout entier, il garde dans la mémoire des hommes une existence idéale, qui peut reconstituer sa nationalité perdue. Si nous avons vu renaître la Grèce et l'Italie, c'est que par Athènes et par Rome, par leurs poètes et leurs artistes, par leurs philosophes et leurs juristes, elles n'avaient jamais cessé de vivre

La Pologne peut faire valoir ses titres à la reconnaissance de l'Europe, dont elle a été pendant des siècles le rempart; l'oubli et l'ingratitude ne suffisent point à les prescrire. Au treizième siècle, quand les Tatars-Mongols inondent la Russie méridionale, détruisent tout sur leur passage, menacent de tout emporter, c'est la chevalerie polonaise qui brise leur élan et fait reculer leur flot débordant. Plus de quatre-vingts fois, au cours de son histoire, elle subira sans fléchir le choc de ces hordes asiatiques. Au quinzième siècle, ce sont les Turcs qui par la presqu'île balkanique descendent jusqu'aux portes de la Hongrie et font le siège de l'Europe; et c'est pendant deux siècles et demi une croisade toujours renouvelée contre l'Infidèle, une alternative de victoires et de désastres réparés, où le sang polonais coule à flots pour le salut du monde. « Tandis que l'Europe oisive jasait, dit Michelet, disputait sur la grâce, se perdait en subtilités, ces gardiens héroïques la couvraient de leurs lances. Pour que les femmes de France et d'Allemagne filassent tranquillement leurs quenouilles et les hommes leur théologie, il fallait que les Polonais, toute leur vie en sentinelle, à deux pas des Barbares, veillassent, le sabre en mains. Malheur, s'ils s'endormaient : leur corps restait au poste, leur tête s'en allait au camp Turc. » Il était juste qu'à la Pologne, victime déjà désignée, revint l'honneur d'arrêter et de briser le dernier grand assaut, que le sultan lança avec quelque chance de succès contre l'Occident. Deux cent mille Turcs s'étaient jetés sur l'Autriche, ils étaient victorieux, ils assiégeaient Vienne, d'où l'empereur s'était lâchement enfui. Les chevaliers de la chrétienté accourent, se précipitent sur l'ennemi d'un irrésistible élan et, le 12 septembre 1683, le roi Jean Sobieski remporte la victoire

mémorable, qui sauvait l'Autriche et l'Europe. Quelques jours plus tard, Sobieski écrivait à sa femme : « On ne nous donne ni fourrages, ni vivres. Nos malades sont couchés sur le fumier. On refuse d'enterrer nos morts dans les cimetières. Comme beaucoup des nôtres se pressent vers la ville pour y trouver quelque nourriture, le commandant de Vienne a donné l'ordre de ne pas les laisser entrer et de faire feu sur eux. » Avant que moins d'un siècle soit écoulé, l'Autriche achèvera de payer sa dette.

Comme la Pologne a assuré la paix de l'Europe Occidentale et permis son libre développement, en arrêtant par sa vaillance les hordes des Tatars-Mongols et les armées des Turcs, elle a donné au monde slave le temps de se reconnaître et de se constituer. La Russie s'est formée à l'abri du rempart qu'elle élevait contre l'invasion des Teutoniques et la poussée du germanisme. Si la Prusse s'est arrêtée sur le Niémen, si elle n'a pas soumis à son influence et à son empire les terres que ses armées, au moment où je parle, occupent du Niémen à la Dvina, la Lithuanie, la Courlande, tout le rivage de la Baltique, c'est qu'à partir du dixième siècle, un peuple slave a marqué les limites qu'elle ne devait plus franchir, et qu'elle n'aurait pas franchies, même pour un jour, si ce peuple, par une véritable trahison, n'avait pas été relevé de sa garde séculaire.

Dans cette dette de tous, la France a une dette particulière, que la plupart des Français ignorent. Je ne parle pas des légions polonaises qui, soutenues par une vaine espérance, jusqu'au bout se sont battues magnifiquement dans les armées napoléoniennes. Pour son malheur même, par le fait seul qu'elle était mise au supplice, la Pologne a

sauvé la France à une heure où elle semblait bien perdue. Déjà, en 1792, si la canonnade de Valmy a les conséquences d'une victoire décisive, si l'ennemi s'arrête, recule, c'est que les Prussiens et les Autrichiens ont hâte de quitter les rives de la Meuse et du Rhin pour se reporter sur la frontière orientale. Les préliminaires du second partage les obligent à surveiller la Russie. Catherine II ne parle plus de sauvegarder les libertés traditionnelles de la République, mais « d'étouffer l'influence des horribles tendances de l'affreuse secte parisienne et de l'esprit des démagogues français ». Les Polonais ne sont plus des fanatiques, des catholiques forcénés, ils sont des Jacobins. Si on laissait faire Catherine, dans son beau zèle pour les grands principes, elle prendrait tout. En 1793, la situation de la France est vraiment désespérée. Le 15 juin, la ville de Condé est prise, Valenciennes tombe le 18 juillet, Mayence capitule le 25. Au Sud, les Espagnols font reculer les troupes de la République et envahissent le Roussillon. La guerre civile s'ajoute à la guerre étrangère. Vainqueurs à Fontenay le 25 mai, les Vendéens marchent sur Saumur et y entrent, le 10 juin, sans rencontrer de résistance. Lyon s'insurge. Qui frappera le dernier coup ? De même qu'après Valmy, la Pologne est la victime expiatoire qui sauve la France.

Avec la complicité de la Russie, l'Autriche intrigue à Varsovie contre la Prusse, son alliée. La Prusse s'inquiète, s'irrite, réclame âprement sa part de dépouilles : comme toujours, les chiens se mordent à la curée. Divisés par leurs convoitises et par leurs soupçons, les alliés suspendent les opérations contre la France. Cette trêve inattendue laisse à la République le temps de s'organiser. A l'appel de Danton, le 23 août, la levée en masse est décrétée ; sous la

direction de Carnot, les volontaires, amalgamés aux troupes régulières, donnent une armée de cinq cent mille hommes. En septembre, la France est prête à la résistance ; en octobre, elle écrase à Wattignies l'armée autrichienne et ouvre l'ère de la victoire.

Un demi-siècle plus tard, la Pologne épargnait encore à la France la complication d'une guerre avec la Russie. Après les journées de Juillet 1830, le tsar Nicolas, pour faire d'une pierre deux coups, voulut envoyer l'armée polonaise contre les révolutionnaires de Paris et de Bruxelles. Le peuple et l'armée, à cette nouvelle, se soulevèrent, chassèrent les Russes de Varsovie. Les Polonais avaient détourné l'orage. L'insurrection fut noyée dans le sang. La France ne pouvait rien : entre elle et la Pologne il y avait les trois grandes puissances, liées par la complicité du partage. Les Parisiens chantèrent la *Varsoviennne*, brisèrent quelques vitres à l'hôtel de l'ambassade russe, et tout rentra dans le silence.

..

Plus encore que par son passé, une nation est constituée par la volonté commune qui relie tous ses membres : la Pologne démembrée n'a pas cessé d'avoir un même esprit, de former un seul peuple.

Une nation, selon la doctrine française, est « une âme, un principe spirituel ». Cette âme d'abord suppose un passé, une histoire, le trésor acquis de souvenirs, d'images, de sentiments, qui soutiennent et nourrissent la vie intérieure. Mais le passé n'existe que dans la conscience présente, dans ce qu'il garde en elle de réalité et d'action. L'âme nationale est au terme cette conscience collective, où le passé se connaît, s'aime et se perpétue ; elle est essentiellement

volonté, la volonté commune de vivre sous les mêmes lois, de continuer l'œuvre des ancêtres, de garder intact et de transmettre accru l'héritage de leur langue, de leur esprit et de leur gloire.

Partagée entre trois grands Empires, la Pologne a maintenu son unité morale; elle n'est pas devenue prussienne, russe, autrichienne; de Posen à Varsovie, de Varsovie à Cracovie, elle est restée la grande fraternité polonaise. Elle a subi l'injustice, elle n'y a pas souscrit. Pour ne point consentir au fait accompli, pour ne pas laisser prescrire le droit, pour prouver son existence par la perpétuité de ses vertus guerrières, en 1831, en 1846, en 1863, elle a pris les armes, elle s'est soulevée contre ses oppresseurs et, sûre de la défaite, elle a versé son sang pour une liberté, dont elle n'avait même pas l'espérance.

Mais elle a compris qu'à verser ainsi son sang le plus pur, elle risquait de s'épuiser elle-même et de mourir enfin au terme de ces convulsions d'agonie. Elle a renoncé aux insurrections, à ces accès intermittents de colère impuissants; elle s'est assagie, elle a conquis les vertus qu'on lui refusait: la persévérance, la discipline, l'esprit d'organisation. Elle s'est donné pour tâche de résister sans violence aux entreprises de l'étranger, de maintenir l'âme nationale en défendant son originalité spirituelle, de disputer pied à pied à l'ennemi, devenu le maître, son sol, sa langue, ses traditions, sa foi, de garder dans la servitude l'esprit de liberté. Pour la germaniser, la Prusse proscriit la langue polonaise, fait fouetter jusqu'au sang les écoliers qui s'entêtent à prier dans la langue de leurs pères; elle consacre des millions à l'achat des terres polonaises, elle exproprie les détenteurs du sol, elle inonde la Posnanie de colons allemands. Usant de toutes les libertés, qu'on n'a pas

pu leur ravir, les Polonais organisent la résistance, ils créent des banques foncières, ils reconstituent pièce à pièce la propriété nationale. Sous le joug, ils refusent de désespérer, ils gardent foi dans la vie, ils croissent et multiplient; lentement, par une pénétration insensible, ils refoulent le germanisme, ils colonisent la Westphalie, et en 1904 ils font élire au Reichstag un député protestataire dans cette Silésie, que le grand Casimir avait dû abandonner dès le xiv^e siècle. En Russie avec plus de brutalité, avec moins de méthode et d'hypocrisie, mêmes persécutions, même lutte silencieuse.

Les peuples, comme les individus, n'apprennent à se connaître que dans la douleur. La Pologne, sous le coup de la souffrance, a pris conscience d'elle-même. L'idée nationale se répand, se propage, gagne tous les esprits, descend de l'aristocratie dans le peuple ouvrier et paysan. La patrie n'est plus la chose de quelques-uns, elle est le bien de tous. Cette nation, qu'on a prétendu rayer de l'histoire, y reste agissante; elle est exclue du concert des puissances, en dépit de ceux qui veulent lui imposer silence, elle fait sa partie dans le grand chœur de l'humanité. Elle a ses peintres, ses poètes, ses musiciens, ses romanciers, ses philosophes, elle a une culture propre, où elle continue d'unir l'âme slave et l'esprit latin, elle écrit dans sa langue, qu'on chasse de l'école, de l'université, de l'administration, de l'église même, des chefs-d'œuvre que l'Europe traduit et admire. Chopin parle d'elle et pour elle à tous ceux que sa musique enchante. Pour les avoir regardées, il y a des années, je n'ai jamais oublié les vastes compositions où, dans son style ardent, frémissant, le peintre Matejko évoque en images magnifiques, qu'enfièvre sa passion, le passé héroïque de sa patrie

glorieuse. La Pologne n'a jamais été plus vivante que le jour où on a proclamé qu'elle n'existait plus.

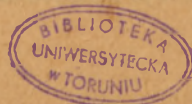
Si la vie ne tient pas dans le mouvement et l'apparence, si elle n'est pas dans le bruit des paroles, dans le fracas des armes, dans le galop effréné des chevaux à travers la steppe, jamais la Pologne n'a vécu d'une vie plus réelle, plus profonde, plus intense, que quand les puissants de la terre crurent avoir à jamais scellé la pierre de son tombeau. « Dors, ô ma Pologne, dans ce qu'ils appellent ta tombe, moi, je sais que c'est un berceau. » (Lamennais).

La Pologne n'est pas morte, ce n'est pas elle seulement qui l'affirme, ceux-là qui depuis cent cinquante ans la serrent à la gorge et l'étouffent pour l'empêcher de crier sa protestation, le reconnaissent et l'avouent à la face du monde. Le 14 août 1914, le grand-duc Nicolas, au nom de la Russie, lançait son appel retentissant : « Polonais, l'heure est venue, où le rêve de vos pères et de vos aïeux peut se réaliser. Voilà un siècle et demi que l'on a déchiré en morceaux la chair vivante de la Pologne, mais son âme n'est pas morte... L'aurore d'une vie nouvelle se lève pour vous. Que sur cette aurore jaillisse le signe de la croix, symbole de la souffrance et de la résurrection des peuples. » L'Autriche rappelle son libéralisme et vante ses bienfaits. La Prusse dissimule sa crainte et sa vieille haine, elle feint d'oublier ce dont tout le monde se souvient; elle se pose en libératrice, elle fait la guerre pour émanciper les peuples que la tyrannie russe accable. Prusse, Autriche, Russie, toutes trois s'accordent dans l'aveu que la Pologne est bien vivante, qu'elle est une par son esprit, une par sa volonté, et que seul le crime, dont elles se renvoient la honte, l'empêche de redevenir un peuple libre et maître de ses destinées.

Le partage de la Pologne, funeste à l'Europe et à la Russie, a fait la grandeur de la Prusse.

Il ne suffit pas que la Pologne n'ait point consenti à mourir pour qu'elle retrouve la plénitude de la vie. Les paroles n'abolissent pas les faits antérieurs. Il faut revenir sur ces faits, et il est plus difficile de réparer le mal que de le faire, parce que le mal se grossit de ses conséquences mauvaises. Nous ne nous faisons pas d'illusion, et l'histoire nous a appris dès longtemps que ce n'est pas assez d'avoir raison pour gagner sa cause devant ce qu'on appelle son tribunal. Mais rien n'est désespéré, quand l'intérêt des forts s'accorde avec le droit des faibles, et c'est notre chance ici qu'aux intérêts apparents, qu'a créés l'injustice, nous puissions opposer les intérêts réels, permanents qu'elle a lésés, je ne dis pas chez ceux qui l'ont soufferte, mais chez ceux qui l'ont commise ou qui l'ont laissé s'accomplir.

Le partage de la Pologne a eu pour l'Europe des conséquences funestes, dont quelques-unes restent irréparables. Avant son démembrement, dans ses limites premières, la Pologne était pour le monde slave un élément d'équilibre et de pondération, en même temps qu'un principe de richesse et de diversité. Dans ce monde si vaste, presque démesuré, elle constituait un centre d'attraction; elle le scindait en deux groupes : le groupe occidental, qui s'inspirait de l'esprit de Rome, donnait une forme originale à la culture latine; le groupe oriental, qui continuait l'Empire d'Orient et la tradition de Byzance. De l'un à l'autre des rapports auraient pu s'établir, des influences s'exercer, favorables au progrès et à la liberté. Ces affinités naturelles ont été brisées par la conquête, qui a séparé brutalement ce qu'elles ten-



daient à organiser et aboli à jamais ces possibilités historiques.

Le partage de la Pologne, en dépit des apparences, n'a pas été moins funeste à la Russie qu'à l'Europe. Il l'a repliée sur elle-même, il l'a contrainte de porter le joug qu'elle imposait aux autres. Il a ouvert le monde slave au germanisme, qui a poussé lentement et sûrement sa conquête. Il l'a liée à l'Allemagne par une sorte de complicité permanente, qui a faussé à la fois sa vie intérieure et sa politique étrangère. La Prusse a tiré tous les profits d'une alliance désormais imposée, elle a utilisé la force russe pour la réalisation de ses projets ambitieux, jusqu'au jour où, se démasquant, elle a dévoilé ses desseins sur l'Orient, vassalisé la Turquie, fermé le chemin de Constantinople qu'elle se réservait. Surtout par la bureaucratie, d'origine, de tradition et d'esprit germaniques, elle s'est insinuée dans les cadres de l'administration et de l'armée, elle a fait peser sur la nation russe une oppression sournoise. Etrangère à la race et à ses instincts profonds, la bureaucratie est une caste souveraine ; maîtresse du Gouvernement, elle sacrifie l'intérêt national à ses privilèges ; elle contrarie les aspirations les plus légitimes du peuple, arrête son développement, le maintient dans l'ignorance ; elle fait de la pensée un délit, de l'intelligence un crime ; par la police elle enserre la vie privée et la vie publique dans un réseau d'espionnage, elle s'oppose à toutes les mesures de salut qui emporteraient avec sa toute-puissance les abus dont elle vit.

Le partage de la Pologne, qui a diminué la Russie, a fait la grandeur de la Prusse. Il lui a permis de réunir le Brandebourg et la Prusse orientale jusque-là séparés, il a étendu son territoire désormais contenu, il a ajouté plus de 150 kilomètres à la distance qui

séparait Berlin de la frontière orientale, surtout il a brisé la puissance slave, sentinelle avancée qui barrait le chemin et arrêtait l'invasion germanique. En faisant de la Prusse un grand Etat, il l'a destiné à réaliser contre l'Autriche l'unité de l'Allemagne, à organiser cette Allemagne unifiée, à lui imposer sa discipline et son militarisme ; par là il est à l'origine du pangermanisme et de la catastrophe qui se déchaîne à cette heure sur l'Europe et sur le monde (1).

La guerre actuelle pose de nouveau dans les faits la question polonaise : la solution la plus libérale est la solution la plus sage.

De l'aveu même des grands Etats spoliateurs, qui se flattaient de l'avoir à jamais résolue, la guerre actuelle pose de nouveau la question polonaise. Comme une Pologne russe, il y a une Pologne autrichienne, une Pologne prussienne. Dans le remaniement nécessaire de la carte d'Europe, toutes les puissances alliées ont un même droit à discuter sur l'avenir réservé aux provinces polonaises des Empires austro-allemands. Certes, la Russie a ses intérêts plus particulièrement engagés, mais la ques-

(1) « On doit rapporter, écrivait lord Grey, à cette première violation des principes sacrés de la liberté générale qui a eu lieu dans le partage de 1772, et ceux qui suivirent en 1793 et 1795, tous les dangers auxquels l'Europe entière a été exposée depuis, et auxquels nous sommes si heureusement échappés. Il ne peut exister aucune sécurité réelle contre le retour de ces dangers, si la Pologne demeure exclue des bienfaits de la délivrance générale qui, pour être parfaite, doit être garantie par la reconnaissance solennelle des droits et de l'indépendance des nations. » Cette lettre n'est pas d'hier, elle n'est pas signée du nom de sir Edward Grey, elle a été écrite par lord Grey au général Kosciuszko le 1^{er} juillet 1814. (*Bulletin Polonais*, 15 décembre 1914).

tion est européenne, *internationale*. A vrai dire, elle n'a jamais cessé de l'être. L'empereur Alexandre voulait annexer au traité de Vienne d'octobre 1809 une mention, dont le premier article portait : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. » Napoléon s'y refusa ; en 1810, il disait à l'ambassadeur du tsar : « L'affaire de Pologne est la honte de la France : par amitié pour l'empereur de Russie, j'ai passé par dessus cette tache, mais je ne veux pas qu'elle me devienne personnelle, en la sanctionnant d'une manière qui indignerait la France. Le sang français ne coulera pas pour la Pologne, mais il ne sera pas versé contre cette malheureuse nation : ce serait trop m'avilir que d'en prendre l'engagement. » Au congrès de Vienne, en 1815, Talleyrand écrivait à Metternich « que le roi son maître considérait la question polonaise comme la première, la plus éminemment européenne. »

La Pologne n'avait rien à attendre d'un congrès, où la France arrivait vaincue, humiliée, où l'Autriche, la Prusse, la Russie avaient voix prépondérante. Le partage fut ratifié, mais sous certaines conditions qui n'ont jamais été observées. La religion, la langue, le libre développement de la culture nationale devaient être respectés, les anciens privilèges maintenus. Sous la suzeraineté de la Russie, le Royaume, comme on disait et comme on dit encore, devait former un Etat autonome, avec sa Constitution, ses représentants, son armée. En 1846, quand l'Autriche s'incorpore la ville libre de Cracovie, la France et l'Angleterre protestent ; les trois puissances, déclare lord Palmerston, n'ont aucun droit de décider cette mesure de leur propre autorité, sans le concours des autres puissances, qui sont (*equally parties*) parties contractantes, et il invoque les stipulations du traité

de Vienne qui, en établissant certaines garanties pour la Pologne, a donné à la question polonaise un caractère international. Une fois encore, après la guerre de Crimée, la question fut posée au congrès de Paris, en 1856. L'ambassadeur de Russie la fit écarter sous le prétexte que « son maître désirait ne pas être devancé dans ses généreuses intentions et voulait se réserver intact, pour le jour de son couronnement, le bonheur de rendre aux Polonais les libertés de 1815. » Ces belles promesses n'eurent d'autre conclusion que la parole fameuse : « Pas de rêveries, Messieurs ! » A cette heure, le territoire de la Pologne est occupé tout entier par les armées austro-allemandes. Ces armées n'en pourront être chassées que par l'effort commun des Alliés, Russes de la Dwina, Français de Verdun, Anglais de la Somme et de l'Yser, Italiens de l'Isonzo ; la Pologne n'est plus à personne ; l'heure est peut-être venue de la rendre à elle-même.

Que son sort doive être adouci, que sa langue et sa religion ne puissent plus être insultées, persécutées, sur ce point, en paroles tout au moins, l'accord est fait même entre les puissances rivales qui se la disputent. Mais sous quelle forme pouvons-nous concevoir sa restauration ? Doit-elle recouvrer sa pleine indépendance, reprendre, assagie par une longue et douloureuse expérience, l'initiative et la responsabilité de ses futures destinées ? ou recevoir une liberté limitée, surveillée,

Si nous nous plaçons au point de vue des principes, aucun doute n'est possible et la réponse s'impose. On ne répare pas une injustice, en en atténuant les effets pour s'en garantir plus sûrement les bénéfices. Le partage de la Pologne ne se perd pas dans

la nuit des temps, il ne nous reporte pas aux migrations des peuplades barbares, il a été accompli à la clarté de l'histoire, en pleine civilisation, par la complicité de trois grands Etats, sans autre droit que celui de la force, sans autre raison que l'assurance de l'impunité. Il a été plus qu'une violation de ce principe des nationalités, dont se réclament les nations à naître, il a été un attentat contre une nation en pleine vie, qui, quelles qu'aient été ses fautes, méritait de n'être pas dépecée comme un bétail abattu. Du point de vue des principes, le droit est imprescriptible tant qu'il est revendiqué.

Mais, en politique, autant que des principes il faut tenir compte des faits qui les limitent. La sagesse ne serait-elle pas pour la Pologne de tenir compte de plus d'un siècle d'histoire et de se contenter de ce qu'on lui a solennellement offert : l'unité et l'autonomie sous la suzeraineté de la Russie ? Je suis convaincu — nous le sommes tous — de la sincérité, de la bonne foi et de la bonne volonté du peuple et du gouvernement russes. Mais, enfin, puisqu'on fait appel au sens de la réalité, à la sagesse pratique, l'expérience a été faite et l'histoire nous apprend ce que réserverait à la Pologne cette autonomie relative, octroyée par un grand Etat centralisateur, nécessairement inquiet et jaloux de son droit souverain.

En 1815, le tzar Alexandre accorda au royaume de Pologne une constitution particulière dans l'Empire : elle avait un vice-roi, une diète qui exerçait le pouvoir législatif, des juges inamovibles, son armée, son drapeau, le droit de parler sa langue et de pratiquer librement sa religion. La bureaucratie veillait. Elle reprit une à une toutes les concessions faites, elle enleva à la diète toute indépendance, toute

initiative, elle étendit peu à peu sur le royaume son régime d'arbitraire et de vexations. En 1830, l'insurrection éclata ; quelques mois plus tard, l'ordre régnait à Varsovie. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les Polonais s'efforceraient de faire sortir de leur autonomie le maximum de liberté, le gouvernement, de sa suzeraineté, le maximum de contrainte. Des frottements inévitables se produiraient. Les nationalistes, qui veulent un Empire centralisé par la russification de tous les allogènes, les orthodoxes, qui confondent encore l'unité politique et l'unité religieuse, et qui font de l'intolérance un devoir envers le tzar et envers Dieu, ne se laisseraient pas de dénoncer cet Etat dans l'Etat, cette Eglise hérétique, l'exemple détestable de cette liberté contagieuse.

Ce n'est pas là une conjecture sans fondement, née d'une méfiance injustifiée. La logique des choses est plus forte que la bonne volonté des individus. . . .

. Lorsque le tzar Alexandre, en 1809, annexa le grand-duché de Finlande, il jura de respecter ses lois fondamentales. Le peuple Finlandais est un peuple, dont la sagesse et la modération peuvent être données en exemple ; il a justifié les libertés qui lui ont été laissées, par l'usage qu'il en a su faire. Il a uni le loyalisme à l'esprit civique ; il a tiré tout le parti qu'il était possible d'un pays vaste, ingrat et pauvre ; il a combattu l'ignorance, multiplié les écoles, fondé une université florissante, porté à un haut degré une culture originale. Sa mesure dans la pratique de la liberté, sa dignité dans la résistance ne lui ont servi de rien. . . .

.

La Pologne peut et doit rester liée à la Russie par un pacte. que ses intérêts mêmes lui imposent, contracter envers elle des obligations permanentes, mais elle.

*
* *

La restauration de la Pologne et les véritables intérêts de la Russie : opinions russes.

Je sais que je simplifie une question singulièrement complexe; je n'ignore pas les difficultés d'ordre politique, géographique, économique, que je néglige. La vie ne va pas sans risques. On n'efface pas d'un trait de plume plus d'un siècle d'histoire. Les Polonais ont vécu sous trois régimes différents, auxquels ils ont dû s'adapter : ils ont connu en Autriche la liberté, en Prusse la rude discipline et la contrainte organisée, en Russie la tyrannie et les incohérences de la bureaucratie : c'est à eux qu'il appartient de restaurer, en dépit des habitudes contractées, leur unité spirituelle. Ils n'y réussiront que s'ils élèvent au-dessus de toutes les divergences l'amour commun de la patrie, la volonté unanime de concorde et d'entente, un puissant esprit national, que si, revenant à la tradition généreuse de leurs ancêtres, ils pratiquent la plus large tolérance et ne violent pas cyniquement dans les autres le droit, qu'ils ont si longtemps revendiqué pour eux-mêmes. La terre, qui au seizième siècle a été appelé le paradis des Juifs, ne pourrait au vingtième siècle en devenir l'enfer. Les leçons de leur histoire, le souvenir de l'anarchie qui les a perdus, des fautes et de l'expiation cruelle, ne peuvent manquer de leur inspirer les vertus nécessaires.

Mais, au terme, se pose une question que nous ne pouvons éluder. Il y a une Pologne russe, qui fait

partie de l'Empire russe, dans les affaires intérieures duquel nous n'avons aucun droit de nous immiscer. Les faits sont les faits, et en fait la Russie détient la partie de la Pologne la plus étendue, la plus peuplée, la plus riche; la Russie est notre alliée, ses soldats combattent aux côtés de nos soldats, notre victoire sera sa victoire. et pour prix de cette victoire nous lui offrons la gloire d'un acte de réparation, qui ne nous coûte rien et dont elle fait tous les frais. Le sort de la Pologne, disons-le, dépend de la sagesse et de la générosité du peuple russe, qui reste pleinement maître de ses décisions. Mais, sans parler des compensations, qui faciliteraient le sacrifice volontaire, il y a quelque chose que nous pouvons affirmer, c'est que le rétablissement de la Pologne. loin d'affaiblir la Russie, servirait ses intérêts véritables, qu'au dedans elle serait pour elle un principe de régénération, qu'au dehors elle grandirait sa puissance politique et son autorité morale.

Toute mesure libérale se heurtera, nous le savons, à l'opposition irréductible de la bureaucratie, qui défendra jusqu'au bout ses bénéfices et ses privilèges. Le Royaume est la terre bénie de la bureaucratie : le nombre des fonctionnaires y est proportionnellement trois ou quatre fois plus grand que dans le reste de l'Empire. Ils sont vingt ou trente mille, qui vivent là en pays conquis, gouvernent sans contrôle, trafiquent des faveurs, ramassent tous les profits du pouvoir, sûrs de l'impunité. Ils ont été installés, à titre d'évacués, dans quelques grandes villes, ils n'ont pas été pourvus de nouveaux postes. La petite armée demeure avec ses cadres, solidaire de la grande armée qui la soutient, bien résolue à ne rien céder, attendant l'heure de restaurer, sous le vocable

dont on voudra le décorer, le vieux régime de l'absolutisme bureaucratique. Mais la bureaucratie n'est pas le peuple russe, elle s'oppose à lui, elle ne le représente pas. En face des faits nouveaux, que pose cette guerre, des hommes connus pour appartenir à des partis opposés, députés de la Douma, représentants du commerce, de la grande industrie nationale, se sont accordés dans l'idée de rétablir la Pologne, non seulement des libéraux, qui pourraient obéir à un scrupule moral et juridique, mais des réactionnaires qui ne s'embarrassent pas de sentiment et ne visent que la grandeur de la Russie.

M. Wladimir Gourko, membre du Conseil d'Empire, un des chefs du parti réactionnaire, qui fut un adversaire acharné de toutes les concessions aux Polonais, se déclare nettement partisan de l'indépendance de la Pologne. Il ne s'est pas pris soudain de tendresse pour ses ennemis de la veille; aujourd'hui comme hier, il n'a en vue que les intérêts et le plus grand avantage de la Russie. Mais à des faits nouveaux doivent répondre des conditions nouvelles. La Pologne unifiée est une toute autre Pologne que la Pologne morcelée. De cette Pologne unifiée il faut faire un Etat souverain et à cet Etat il faut donner le plus possible de terres allemandes, pour le lier à jamais à la Russie, en en faisant l'irréconciliable ennemie de l'Allemagne. Le prince Troubetzkoï dit dans le même sens : « La Pologne, subjuguée par l'Allemagne, ce serait le commencement du démembrement de la Russie. Une Pologne politiquement libre et indépendante de l'Allemagne nous est nécessaire; elle est la condition de la puissance et de l'indépendance de la Russie. » Dans une interview récente, le professeur Wassilief, membre du Conseil d'Empire,

affirme que « sur l'avenir de la Pologne, sur cette question qui intéresse au plus haut degré le public français et qui, après la guerre, sera pour l'Europe un problème vital, l'opinion russe est unanime. » Et cette opinion il la résume en ces termes : « Il est superflu de vous dire avec quelle ardeur tous nous souhaitons la fin de son martyre, sa libération et sa reconstitution intégrale, de même que son autonomie politique absolue et complète. »

Nous trouvons dans ces voix autorisées l'expression de notre propre pensée

. Que d'avantages en revanche compensent ce sacrifice insensible! L'Allemagne, au lieu de tenir la porte du monde slave, d'y pénétrer librement, retrouve devant elle le peuple fier, brave, riche en hommes qui la contiendra dans l'avenir, comme il l'a arrêtée dans le passé. La Pologne reprend sa mission historique, elle oppose au germanisme, à son infiltration lente ou à sa poussée brutale, la barrière de sa population toujours croissante, elle ferme la route de l'Est, elle porte la frontière slave à moins de 100 kilomètres de Berlin. Solidaire de la Russie, dont son grand poète, Mickiewicz, la sommait de n'être jamais l'ennemie, liée à elle par la reconnaissance, par la race, par la menace allemande, par toutes les nécessités de sa politique nationale, elle libérera à son tour le grand empire qui l'aura libérée, elle l'aidera à reprendre conscience de lui-même, de son rôle dans le monde, en l'affranchissant de la tyrannie étrangère, de l'influence occulte des Allemands de l'intérieur qui l'oppriment.

Du même coup la Russie redeviendra ce qu'elle veut, ce qu'elle doit être : la grande protectrice des nations slaves. Elle a fait parfois des ingrats, la

crainte de tomber sous un nouveau joug a inquiété ceux dont elle avait favorisé la délivrance. La restauration de la Pologne fera la preuve de son désintéressement, elle apparaîtra à tous ceux qui sont naturellement portés vers elle comme une garantie de son respect pour leur indépendance. Les petites nations, qui vivront, non dans son ombre, mais dans sa lumière, lui feront un cortège d'honneur. Son influence s'étendra de l'Adriatique et de la mer Egée jusqu'à la Baltique, fondée plus encore que sur le prestige de sa puissance et de ses armes, sur la libre adhésion des peuples qui mettront leur confiance tout à la fois dans sa force et dans sa générosité.

*
* * *

Conclusion : la restauration de la Pologne est nécessaire à la réalisation des fins que poursuivent les Puissances alliées dans cette guerre.

Quoi qu'il advienne, le sort de la Pologne sera changé par cette guerre. Récemment encore le premier ministre russe confirmait la parole donnée par le grand-duc Nicolas. Après avoir loué le loyalisme des Polonais, leur légendaire bravoure, leur fidélité inébranlable à la cause slave, il ajoutait : « voilà pourquoi je répète à nos frères Polonais : soyez tranquilles, les engagements pris seront tenus sans restriction. La politique de l'empereur Nicolas est une politique d'honneur et de loyauté. »

Il eût été sage de donner à ce programme un commencement d'exécution. La bureaucratie ne l'a pas permis Nos ennemis profitent de ces fautes : sous le régime autrichien, la Galicie a joui d'un gouvernement autonome, parlé sa langue, pratiqué sa religion en toute liberté.

Aujourd'hui, la Prusse s'abrite derrière l'Autriche, et les Austro-Allemands se présentent en libérateurs. Réunies, la Galicie et la Pologne russe pourraient former un Etat de 15 à 16 millions d'habitants. Cet Etat aurait sa capitale à Varsovie ; il serait, comme la Hongrie, relié à l'Empire, devenu un « trialisme », mais, comme elle, il aurait son administration, ses finances, son armée, sa culture originale et sa légitime influence. Sans attendre, au lieu de contredire leurs paroles par leurs actes, les Austro-Allemands donnent des gages : ils ont favorisé à Varsovie, qu'ils occupent, la fondation d'une université, d'une école polytechnique, l'ouverture de lycées, d'écoles publiques ; ils ont levé, organisé « la légion polonaise », une petite armée commandée par des chefs polonais dans la langue polonaise, sur laquelle flotte le vieil étendard de la République

. Mais il y a un fait qui domine tout. Les Polonais savent que la victoire de l'Allemagne signifie la Pologne prussienne agrandie, la perpétuité du partage et du morcellement, que la reconstitution de leur unité nationale ne peut être réalisée que par le triomphe des puissances de l'Entente.

La sagesse politique est une sagesse mystérieuse : elle prépare savamment, pour le plus grand bien des peuples, des catastrophes périodiques qui les désolent et qui les ruinent. Ceux qui défendent la justice parlent le plus souvent, comme les prophètes, sans espoir d'être entendus, pour obéir à l'inspiration divine. Il ne dépend pas de nous de restaurer la Pologne dans ses droits, mais nous pouvons dire à ceux qui tiennent son sort dans leurs mains qu'aucun événement ne serait plus propre à réaliser les

fins que les puissances de l'Entente se sont proposées dans cette guerre et à garantir une paix durable à l'Europe, que le rétablissement de son indépendance.

A Londres, à Rome, à Paris, à Petrograd même, tous les hommes d'Etat qui ont pris la parole se sont plu à dire que, contre la prétention d'hégémonie germanique, nous luttons pour le principe des nationalités, « qu'après tout ce sang versé, nous voulions une paix durable, qui rétablisse l'harmonie, libère les races, restaure l'intégrité des nations ». (Winston Churchill). De toutes les nations victimes de l'esprit de conquête, la Pologne est la plus étendue, la plus peuplée, celle qui a droit aux plus hautes espérances, parce qu'elle a derrière elle le plus glorieux passé. Si elle continue d'être morcelée.

. il manque à l'harmonie de l'Europe un élément nécessaire, une libre voix qui reste à jamais étouffée. Cette guerre n'est plus la guerre de principes, la guerre d'idées, la guerre vraiment religieuse, qui justifie le sacrifice des jeunes héros. Le droit de la force n'est pas aboli, l'Europe nouvelle n'est pas établie sur le respect du droit des peuples.

Dans la liberté des petits Etats, des nationalités opprimées, c'est leur propre liberté, politique, économique, que défendent les puissances de l'Entente. Elles repoussent la suprématie d'un peuple, qui s'élève au-dessus de tout, au-dessus d'abord de la justice et de la conscience humaine ; elles ne consentent pas à se laisser organiser, c'est-à-dire asservir, elles veulent vivre libres dans une société de peuples libres, et elles se sont unies pour briser dans le militarisme prussien l'instrument de cet orgueil détes-

table. Pour prendre contre l'Allemagne les garanties que sa folie de domination a rendues nécessaires, il n'est pas besoin d'imiter son esprit de violence et de cupidité, il suffit de réparer contre elle les injustices qu'elle a commises, en allant loyalement jusqu'au bout des principes qu'on a proclamés. La Pologne reconstituée dresse devant l'invasion germanique le rempart que la Russie, dans une heure d'égarement, a renversée de ses propres mains, en livrant une population slave à ses propres ennemis. Les hommes d'Etat de l'Allemagne n'ignorent pas ce danger. Bismarck répétait volontiers que si « l'aigle blanc de Pologne ressuscitait, c'en était fait de l'aigle noir » ; et il écrivait un jour : « battez les Polonais, qu'on les réduise à être dégoûtés de la vie. J'ai de la compassion pour eux, pour leur situation, mais, si nous devons exister nous-mêmes, ils doivent être exterminés. » Dans une fête commémorative, en l'honneur des Chevaliers Teutoniques, célébrée à Malborg, l'ancienne capitale de ces bandits, l'empereur Guillaume II déclarait encore : « un Prussien de l'Est est une sentinelle allemande en face du polonisme menaçant ; il ne doit jamais abandonner son poste d'honneur. » Si la Pologne morcelée, sous la botte du fonctionnaire prussien, est une menace pour la toute-puissante Allemagne, ne peut-on pas dire que libérée, devenue avant cinquante ans une nation de trente millions d'hommes, elle rétablirait par sa seule existence un équilibre nécessaire à la paix de l'Europe ?

Sans doute il est difficile pour un grand peuple de se démentir lui-même, d'avouer une injustice même par le fait de la réparer. Disons du moins que la générosité de la Russie aurait pour la Russie elle-même, pour sa liberté, pour sa régénération, en même temps

que pour la paix du monde, des conséquences incalculables. Déjà grande, la Russie est appelée par son étendue, par sa population, par sa richesse agricole et industrielle, à devenir la plus grande des puissances européennes. Le temps travaille lentement et sûrement pour elle : ses forces se multiplieront, dès qu'elle les organisera. Dès lors le destin de l'Europe dépend de l'orientation qu'elle donnera à sa politique. Si elle ne résiste pas à la tentation que le plus fort trop souvent trouve dans sa force même, si elle comprend le panslavisme comme l'Allemagne a compris le pangermanisme, tout s'assombrit, l'avenir est gros d'orages ; si, obéissant à son propre esprit, aux instincts profonds qui arrivent à la conscience d'eux-mêmes dans l'esprit de ses grands écrivains, elle garde la mesure et la possession d'elle-même, si elle groupe les nations slaves, ses alliées naturelles, par la confiance qu'elle leur inspire et la sécurité qu'elle leur assure, tout s'éclaire. Elle est à une heure décisive. Affranchir la Pologne, c'est faire son choix, et c'est choisir, à la fois pour elle et pour les autres, la justice et la liberté. Le tzar qui a convoqué la première conférence de la Haye, peut réaliser les hautes ambitions qu'a contrariées le refus de l'Allemagne, et ne devoir qu'à lui-même la gloire d'ouvrir pour l'Europe l'ère de la paix durable.

Le sort de la Pologne n'intéresse pas seulement la Pologne, il intéresse le monde, engage son avenir. Dans leurs revendications d'aujourd'hui, les Polonais peuvent, à juste titre, reprendre la devise que leurs ancêtres inscrivaient sur leurs étendards, quand ils se levaient en 1830 : « pour notre liberté et pour la vôtre ».

Gabriel SÉAILLES.

PRODUCTRICE (Ass. ouv.)



51, rue Saint-Sauveur, Paris

Pour l'Indépendance de la Pologne

Considérant que les Gouvernements alliés ont déclaré à plusieurs reprises, par la voix de leurs représentants autorisés, qu'ils luttent pour l'affranchissement des peuples ;

Considérant qu'à la Pologne envahie, ruinée, travaillée, au surplus, par les promesses allemandes, la reconnaissance de ses droits par des Puissances de loyauté apparaîtrait comme le plus efficace des réconforts ;

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme (1), émet le vœu :

Que les Gouvernements alliés s'engagent conjointement à garantir à la Pologne l'unité d'un État indépendant ;

Que les Polonais soient appelés, aussitôt que le permettront les circonstances, à voter librement leur constitution ;

Que, dans l'État de Pologne rétabli, tous les citoyens soient égaux, sans distinction de classe, de fortune ni de religion.

(1) Séance du 21 février 1916 (B. O., p. 370).

410725

DANS LA MÊME COLLECTION

Ont paru :

Victor BASCH.....	<i>La Guerre de 1914 et le Droit.</i>	0 50
Gabriel SÉAILLES...	<i>L'Alsace-Lorraine :</i>	
	<i>Histoire d'une Annexion</i> (édition française).....	0 50
—	— (édition allemande).....	0 50
—	— (édition anglaise).....	0 50
—	— (édition espagnole).....	0 50
—	— (édition italienne).....	0 50
Th. RUYSSSEN.....	<i>Le Problème des Nationalités.</i>	0 50
Ferdinand BUISSON)	<i>Miss Edith Cavell. — Eugène</i>	0 50
Paul PAINLEVÉ)		
SÉVERINE, etc.)		
Gabriel SÉAILLES...	<i>La Pologne.....</i>	0 40

Pour paraître :

Général PERCIN....	<i>La Guerre de 1914 et la Nation armée.</i>
André GOUGUENHEIM.	<i>La Réparation des Dommages de la guerre dans les régions envahies (en préparation).</i>
Charles GIDE.....	<i>Les Conditions économiques d'une paix durable (en préparation).</i>
A.-Ferdinand HEROLD.	<i>Le Parlement et les crédits militaires (en préparation).</i>
X.....	<i>La Guerre de 1914 et la Censure (en préparation).</i>
X.....	<i>Les Juifs de Roumanie (sous presse).</i>
X.....	<i>Le Peuple arménien (en préparation).</i>